



Abonnez-vous dès 1\$



Newsletter



ÉCONOMIE

L'Escwa confirme le lourd tribut payé par l'économie libanaise au conflit syrien



Plus de la moitié des Syriens au Liban et 5 % des Libanais sont « extrêmement pauvres », estime l'Escwa. Joseph Eid/AFP

RAPPORT

Dans un rapport chiffrant le coût des printemps arabes sur l'ensemble de la région, l'organisme onusien souligne notamment que l'afflux de réfugiés s'est traduit par une hausse du chômage et de la pauvreté au Liban.

OLJ

11/11/2016

Comme nombre de ses voisins, l'économie libanaise a payé un lourd tribut aux conséquences des printemps arabes et plus spécifiquement de la guerre en Syrie, indique un rapport de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (Escwa), publié hier.

Si cette étude est la première à fournir une estimation globale des coûts pour la région des changements de régime et des conflits persistants qui se sont succédé depuis 2011 (voir encadré), les estimations chiffrées pour le Liban ne sont pas nouvelles. L'Escwa rappelle ainsi les chiffres publiés en 2013 par l'Onu et la Banque mondiale, qui estimaient que le Liban a perdu 2,9 points de PIB par an entre 2012 et 2014 par rapport aux prévisions antérieures aux soulèvements pour ces années. Elle mentionne également les estimations du gouvernement libanais qui juge que le conflit en Syrie a coûté au pays 13,1 milliards de dollars au total, dont 5,6 milliards pour la seule année 2015.

« Le Liban a été sévèrement affecté par la crise syrienne de manière directe et indirecte », a résumé le responsable de la modélisation et des prévisions de l'Escwa, Mohammad Hadi Bachir, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à Beyrouth pour dévoiler les conclusions de ce rapport.

Doublement du chômage

En accueillant un flux massif de réfugiés installés en majorité dans des régions rurales et pauvres, le Liban se retrouverait dans une situation où environ 55 % de la population, soit 3,3 millions de personnes, est vulnérable, estime l'Escwa, qui ajoute que plus de la moitié des Syriens au Liban et 5 % des Libanais sont considérés comme « extrêmement pauvres » (avec un revenu inférieur à 2,4 dollars par jour). De plus, cet afflux a augmenté la force de travail de 50 % dans un contexte de stagnation de la création d'emploi, « conséquence, le chômage a doublé, à 20 % de la population active, et plus de 170 000 Libanais ont basculé dans la pauvreté », affirme Mohammad Hadi Bachir.

L'arrivée des réfugiés a également eu un fort impact sur les dépenses publiques, qui ont augmenté de 1,1 milliard de dollars. Le déficit public s'est donc creusé de 2,6 milliards entre 2012 et 2014, précise Mohammad Hadi Bachir. Le gouvernement estimant par ailleurs que le Liban aurait besoin de 2,5 milliards de dollars pour remettre ses services publics au niveau d'avant 2011 : 35 % de cette somme serait dédié

à la stabilisation et 65 % aux programmes humanitaires.

La perte de débouchés en Syrie et la fermeture de sa frontière terrestre avec la Jordanie a par ailleurs handicapé les exportations libanaises, rappelle l'Escwa qui souligne cependant qu'une grande partie de la chute des exportations est imputable « à la baisse des exportations de pierres précieuses vers l'Afrique du Sud et la Suisse entre 2011 et 2013 ». L'organisme note également que le surplus de consommation généré par la présence des réfugiés a « contrebalancé la chute des exportations. » « Les exportateurs libanais, dont les produits ont remplacé la chute de la production syrienne, ont vu leurs revenus augmenter », ajoute par ailleurs le rapport.

« Les programmes de création d'emplois sont devenus plus importants que jamais au vu de l'augmentation de la force de travail », insiste l'organisme onusien, qui considère que la priorité devrait être accordée à la lutte contre le chômage des jeunes. Mais les dépenses seraient conséquentes, soit entre 166 et 242 millions de dollars par an, pour les programmes de formation ou d'aide aux sans-emploi. Par conséquent, « plus d'assistance externe est nécessaire pour aider le Liban à gérer l'impact de la guerre civile syrienne », plaide l'Escwa. Pour Mohammad Hadi Bachir, cela suppose aussi de « répondre aux problèmes liés au manque de volonté politique et à la faiblesse du cadre institutionnel. »

S.Ro.

Sur le même sujet

Les printemps arabes ont coûté 6% de PIB à la zone Mena depuis 2011

[RETOUR À LA PAGE "ÉCONOMIE"](#)

L'Orient
LE JOUR

X

Vous lisez 1 des 15 articles gratuits par mois.

Pour une lecture en toute liberté, profitez dès maintenant de notre offre découverte.

Déjà abonné? [Identifiez-vous](#)

1\$ le 1^{er} mois